

dépôt le 01/09/21
radio zinzine info
04300 Limans

FORCALQUIER

P4

LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE



RADIO ZINZINE INFO

L'IRE des chénaies

N°876 - 1^{er} septembre 2021

Juillet et août

JUILLET c'était la sidération, l'indignation sur le principe d'une société de tri, de division, et de flicage. La constatation terrifiante que la peur dé-conscientise. Depuis le premier confinement et jusqu'à aujourd'hui. Il suffit de nous faire croire que la raison est une question de santé, et on cesse de penser. On accepte tout ce qu'on n'aurait jamais imaginé accepter un jour dans notre vie.

Ça a été le confinement, le port du masque jusqu'aux enfants, et maintenant, ne pouvoir accéder à de nombreux lieux sans présenter un QR code, son numéro, qui indique qu'on est le bon citoyen, et qu'on a des droits.

Rien que d'y penser je respire mal.

C'est donc si facile de faire passer l'impensable, accepter l'inacceptable. Attention, ce n'est pas là une question de santé mais une question de choix. Les choix politiques qui sont faits depuis des décennies, sont des choix de baisse de moyens aux services publics, de fermetures de lits d'hôpitaux.

Les choix qui sont faits encore depuis le début de cette pandémie, c'est poursuivre les fermetures de lits et de services hospitaliers, faire travailler le personnel soignant sans répit grâce au plan blanc, même lorsqu'ils sont atteints du covid avec pas ou peu de symptômes, d'affirmer que le masque ne sert à rien lorsqu'il y a pénurie, puis de l'imposer à partir de 6 ans 6 mois après, d'autoriser aujourd'hui les personnes vaccinées à ne plus porter le masque, alors qu'elles peuvent être porteuses du virus et le transmettre, de mettre l'argent dans le contrôle plutôt que dans le soin...

Détrompons-nous, ce n'est pas une question de santé, c'est une question de choix! A nous maintenant de faire des choix dont nous n'aurons pas à rougir, même s'ils nous coûtent et nous déchirent le cœur.

Résister à une telle violence n'est pas sans conséquence.

JUILLET donc toutes ces pensées qui me tordent les boyaux depuis plus d'un an viennent me couper le souffle avec ce pass sanitaire.

C'est le temps des manifestations heureusement, ça permet de voir que d'autres refusent aussi et suffoquent d'indignation. Les organisations politiques et syndicales de gauche, en chute libre depuis des années, brillent par leur absence depuis le début de cette crise, et cette étape ne voit malheureusement pas leur réveil. Qu'on trie à l'entrée des hôpitaux ou des bibliothèques ne leur a pas fait TILT...

JUILLET on manifeste par principe: on ne veut pas de l'instrumentalisation des peurs et des questions de santé pour établir une société où l'exclusion est la règle, où l'exclusion est systématisée. Et cette exclusion-là est nommée solidarité? Et ceux qui font un pas de côté égoïstes inconséquents?

La rhétorique est bien soignée et tout est réuni pour cesser de penser. L'exclusion est admise, et même revendiquée, la division s'est insinuée déjà dans les familles et les cercles amicaux. Quels dégâts au nom de la santé et la solidarité.

Et l'exclusion a débuté. Dans les faits on ne la vit pas encore. Peu de lieux sont concernés, la jauge à 49 a sauvé des piscines, des cinémas, et les enfants sont en dehors de ça.

Les soignants, les pompiers subissent des pressions dans leur coin, ce n'est pas médiatisé. Ils pleurent et suffoquent du chantage odieux qui leur est fait dans l'indifférence... que dis-je, indifférence, ils sont parfois montrés du doigt comme des dangers, eux qui ont sacrifié tant depuis tant de mois et d'années pour nous secourir, qui ont dû au début travailler sans masques et sans blouses, et qui dernièrement devaient bosser parfois même positifs au covid...

Et ce serait une question de santé?

Les médias là aussi c'est effrayant. Si nous sommes habitués à nous faire servir un discours dominant à longueur de journée, aujourd'hui il y a un pas qui a été franchi. [...]

AOÛT ça y est, l'exclusion est effective.

Les restaurants doivent trier, les jauges à 49 sont interdites par décret, finis cinéma et piscine, les musées, finies la bibliothèque, la salle de sport, et même les consultations à l'hôpital... On commence à vivre les refus, le doigt vers la porte, le tri... Certains anticipent, font un test...

Je suis de ceux qui par principe n'entrent pas là où d'autres sont exclus, je ne veux pas de pass... pourtant j'ai eu le covid il y a moins de 6 mois, je pourrais y prétendre. Je n'entrerai pas là où il faut montrer un pass, je refuse de participer au tri.

AOÛT toujours et septembre se prépare. La rentrée pour

mes enfants et moi. Je suis enseignante.

C'est dur pour moi de me projeter. Je suis une de ces enseignantes de cœur, trop investie pour être indemne, qui croit qu'on peut faire société ensemble avec nos différences, et qui m'échine à le montrer, à le faire vivre à mes élèves de CM2 en école REP. C'est pas évident tous les jours, c'est plus dur depuis le confinement. Enfermés loin de l'école, mes élèves ont vécu des drames. L'enseignement à distance est un leurre pour ceux qui vivent à 8 dans un 3 pièces, ne maîtrisent pas bien la langue, sont parfois englués dans la violence... il y eut des enfants cabossés, fracassés pour certains, abandonnés à leur sort pendant de longs mois... ramassés à la petite cuillère cette année, allez, on essaie de redonner du sens, de leur permettre de s'investir, de se projeter, on monte une classe de découverte, et on part en pleine crise covid... mais au retour on bataille encore, mettre du sens, de la confiance, dans une société qui exclu, c'est un combat. A-t-il un sens?

Oui car la société, c'est nous et c'est ce que nous en faisons, et je m'accroche, je continue, m'efforce d'être auprès de chacun pour que chacun regarde loin.

Mais cette rentrée sera plus dure. Ai-je la force d'y aller? L'exclusion a persévéré, elle s'est institutionnalisée, maintenant même sur le papier, les citoyens n'ont plus les mêmes droits... quelles valeurs communes, quelle société, quel horizon regarder? Et je prépare quand même la prochaine classe de découverte.

AOÛT ENCORE Mes enfants sont privilégiées, elles se réjouissent de la rentrée, retrouver l'école, le collège, les copains, leurs activités... elles ont fait toutes les manifs avec moi, elles ont conscience. Ne comprennent pas.

Finie la piscine avec mamie, qui avait pourtant mal au dos. Fini la bibliothèque avec maman, je donne une liste à mes enfants qui vont chercher pour moi ma lecture...

Et que dire de l'hôpital quand tonton s'est vu arrêter par un vigile devant l'entrée avec son bébé de 15 jours, tout juste sorti de soins intensifs, qui avait un rendez-vous de suivi? Comment leur expliquer?

Que c'est pour raison de santé?

AOÛT et voilà le premier impact directement dans le cœur de mes enfants.

Un mail du club de natation. Ma fille aînée a 12 ans et demi. Elle fait de la natation depuis qu'elle a 5 ans. 6h par semaine minimum. C'est son oxygène. Elle fait partie du groupe Espoir, mais où sont partis ses espoirs quand le mail est arrivé... pour tous les clubs de sport cette année pass sanitaire à partir de 12 ans. Des larmes des larmes,

Exclue du sport et ce serait pour des raisons de santé?

Sa petite sœur fête ses 9 ans la semaine prochaine. Passionnée de danse classique, elle s'est effondrée en sanglots... imagine, a-t-elle dit, que je ne puisse plus danser? Je débute les pointes cette année, mon rêve serait écroulé... et elle a enlacé sa sœur. Cette année, on ne fêtera pas seulement ses 9 ans, on fêtera ses PAS 12 ans...

Et détrompez-vous, ce n'est pas pour des raisons de santé. C'est une question de choix.

Ce n'est pas vrai, ceux qui nous gouvernent n'ont pas choisi la santé et ceux qui ne suivent pas ne sont pas des inconscients. Ils ont choisi le contrôle, la pensée unique, l'exclusion, la division, la culpabilisation, le fichage par QR code, une institutionnalisation de la dé-citoyennisation et de la dé-sociétisation.

Je choisis de réfléchir, trouver des solutions ne peut se faire que dans l'échange et la diversité, je choisis de faire société, je choisis la solidarité, la santé et tout ce que ça signifie comme choix sur le long terme, je choisis de vivre en-

semble et l'égalité des droits, avec tous les combats qui restent encore à mener...

Certains avaient pensé que cette crise et ce confinement l'an dernier, allaient ouvrir quelque chose, une prise de conscience sur notre planète, sur notre humanité. Un autre regard sur les autres. Plus de solidarité. Nous arrêter, faire un pas de côté, aurait été une occasion.

Qu'avons-nous fait ou laissé faire? Jamais je n'aurais imaginé vivre un tel bond en avant vers une société où l'instrumentalisation de la peur accouche d'une dictature à la Orwell, à la Huxley...

Pas une dictature sanitaire, car il n'y a rien là à chercher qui ait du sens pour notre santé. Une dictature insidieuse, une habitude au tri, la peur, à la délation, à l'exclusion, et à la localisation de tous par QR code... Relisons nos classiques, réveillons nos consciences, mettons un pas de côté...

C'est une question de choix... pas de santé.

Pour mes enfants, pour mes élèves, pour l'avenir, pour l'humanité, et pour mon cœur qui se fendille, je fais le choix de résister. Fermer les yeux serait moins de douleur, mais jamais alors je ne pourrais les réouvrir et regarder le monde et mes enfants dans les yeux.

Ninon B. le 20 août 2021.

Lectrice de l'IdC

Face au passe sanitaire, auto-défense populaire

Communiqué de la Brigade de Solidarité Populaire Aubervilliers Pantin concernant le passe sanitaire

Vous connaissez la stratégie du choc? Encore une fois le gouvernement Macron fait voter une loi d'exception en urgence, énième avatar des lois sécuritaires de ces dernières années, et plus particulièrement de cette dernière année de crise sanitaire. Les prises de décisions opaques se font dans les salons feutrés du conseil de défense sanitaire, souvent contre l'avis du conseil scientifique, faisant passer les logiques économiques ultralibérales avant la santé collective. Les discours politiques et médiatiques sont porteurs d'injonctions contradictoires. Les positions s'exacerbent, la ligne de fracture se place entre les «pro» et les «anti»-vaccins, les argumentaires sont confus, voire complottistes, et puisent dans des comparaisons historiques abjectes.

Nous, Brigade de Solidarité Populaire, continuerons à nous positionner pour une prise en compte globale des questions sanitaires.

Le vaccin ne peut pas être l'unique réponse, même s'il nous apparaît à ce stade indispensable en termes de santé publique. A condition qu'il soit accessible à toutes y compris dans les pays du sud.

Nous ne pouvons ignorer la destruction actuelle de notre système de santé et les importantes inégalités territoriales qu'elle génère.

fréquences FM: Forcalquier/Pertuis 100.7
Apt 92.7-Manosque 105-Digne 95.6-Sisteron 103-
Briançon 101.4-Embrun 100.9-Gap 106.3-Aix en
Provence 88.1-Marseille et alentours, sur poste DAB+
Zinzine-site oueb: <www.radiozinzine.org>

On ne peut pas prétendre lutter contre l'épidémie et au même temps dérembourser les tests PCR, ce qui va reléguer toujours plus à la marge les précaires et habitant.e.s des quartiers les moins dotés en équipements de santé et en centres de vaccination. Le fait que les zones urbaines les plus pauvres soient les moins vaccinées ne doit d'ailleurs rien au hasard. Par ailleurs les plus précaires sont déjà les plus touché.e.s par cette maladie car déjà sujets à de nombreuses pathologies, causes de co-morbidité.

Nous ne pouvons pas ignorer non plus que la détresse psychique de nombreuses personnes se voit aggravée par le morcellement de la vie sociale renforcé par la gestion calamiteuse de cette crise sanitaire.

Nous pensons aussi aux soignant.e.s débordé.e.s, au bord de la crise de nerfs, qui continuent leur travail malgré le manque de moyens et le mépris du gouvernement.

Nous, Brigade de Solidarité Populaire, continuerons à nous battre contre ces lois ultra sécuritaires, que ce soit la loi de sécurité globale, la loi SILT ou cette dernière loi instaurant le passe sanitaire, qui étendent la surveillance de masse, et la diffusent jusque dans la société civile. Mettre la délation au cœur de notre vie sociale ne saurait être une réponse à la lutte contre la pandémie.

Nous ne sommes pas dupes, cette surveillance aura toujours les mêmes visées: celle de la domination des populations pauvres et racisées. Les «contrôles aléatoires» du passe sanitaire cibleront évidemment toujours les mêmes, s'inscrivant dans la perpétuation d'un délit de faciès déjà trop banalisé.

Nous, Brigade de Solidarité Populaire, continuerons à nous opposer à cette société du tout numérique où le QR code devient le sésame pour pouvoir se déplacer librement, alors même qu'une grande partie de la population ne maîtrise pas les outils numériques.

Cette numérisation des données de santé donne par ailleurs tout pouvoir au secteur privé qui en est aujourd'hui le dépositaire et autorise un accès facilité à leur exploitation, notamment en ce qui concerne les assurances et les employeurs, sonnant le glas du secret médical déjà malmené par le tout numérique.

Nous, Brigade de Solidarité Populaire, continuerons à manifester notre solidarité internationale. Après des exilé.e.s enfermés.e.s en CRA qui risquent la prison pour refus de test PCR. Contre la fermeture des frontières entraînée par l'épidémie. Pour la levée des brevets qui permette aux pays du sud global d'avoir accès au vaccin. Et pour un partage des doses existantes à égalité sur tous les territoires.

Nous défendons un monde où le soin passe par l'attention aux besoins de chacun.e et du collectif, où les personnes existent dans leur globalité et leurs relations et non comme des chiffres dans des tableaux statistiques. Nous nous plaçons délibérément du côté des plus précaires, des personnes racisées, des colonisé.e.s, qui subissent comme toujours de plein fouet les inégalités.

Iels veulent nous imposer une société de contrôle dans laquelle chaque parcelle de nos vies sera sous surveillance, nous infantilisant et nous brutalisant. Montrons-leur que nous sommes capables de répondre aux défis posés par la pandémie par le bas, par la solidarité et l'auto-organisation.

La solidarité est notre arme.

Autodéfense sanitaire!

Seul le peuple sauve le peuple!

Brigade de Solidarité Populaire Aubervilliers-Pantin

Le 29 août 2021

Contact: <https://www.facebook.com/bspaubervilliers/>
Source: Paris-Luttes.info

Quelle surveillance redouter?

Les critiques du passe sanitaire dénoncent unanimement un «danger autoritaire». Assez justement, la CNIL elle-même présente ce danger comme «le risque d'accoutumance et de banalisation de tels dispositifs attentatoires à la vie privée et de glissement, à l'avenir, et potentiellement pour d'autres considérations, vers une société où de tels contrôles deviendraient la norme et non l'exception». Prenons un instant pour détailler ce danger et répondre à la question: de quel type de surveillance le passe sanitaire est-il l'expression?

Il existe déjà de nombreux «dispositifs attentatoires à la vie privée» contre la généralisation desquels nous luttons depuis des années: écoutes téléphoniques, fichage, caméras, drones, géolocalisation, logiciels espions... Pour comprendre et prévenir les dangers posés par le passe sanitaire, il faut le situer précisément au sein de cet écosystème. [...] En comprenant dans quel mouvement technologique et à partir de quels outils préexistants le passe sanitaire s'est construit, nous espérons lutter plus efficacement contre la banalisation du type de surveillance qu'il permet.

Pour prendre du recul, décrivons de façon générale l'action que permet de réaliser le passe sanitaire: exclusion de certains emplois, transports et lieux des personnes dont la situation diffère de certains critères fixés par l'État.

Formulé ainsi, ce mode de régulation n'a rien de nouveau. C'est notamment de cette façon que l'État français traite les personnes étrangères: l'accès aux transports vers le territoire national, puis l'accès au séjour et à l'emploi sur le dit territoire n'est permis que si la situation des personnes étrangères est conforme à des critères fixés par l'État (situation personnelle familiale et économique, pays d'origine, âge...). Le respect des critères est vérifié une première fois en amont puis se traduit par la délivrance d'un titre: visa, cartes de séjour, etc. [...] Toutefois, jusqu'à peu, ce type de répression avait d'importantes limitations pratiques: les titres ne pouvaient être délivrés qu'avec un certain délai et à un certain coût, de nombreux policiers devaient être déployés pour les vérifier et certains policiers devaient même être spécifiquement formés pour en vérifier l'authenticité. [...]

Le passe sanitaire est la traduction d'évolutions techniques qui pourraient supprimer ces anciennes limites et permettre à cette forme de répression de s'appliquer à l'ensemble de la population, pour une très large diversité de lieux et d'activités.

Au cours de la dernière décennie, la majorité de la population française (84% en 2020) s'est équipée en smartphone muni d'un appareil photo et capable de lire des code-barres, tels que des codes QR. En parallèle, l'administration s'est largement appropriée les outils que sont le code-barre et la cryptographie afin de sécuriser les documents qu'elle délivre: avis d'imposition, carte d'identité électronique... [...]

Si ces évolutions ne sont pas particulièrement impressionnantes en elles-mêmes, leur concomitance rend aujourd'hui possibles des choses impensables il y a encore quelques années. Elle permet notamment de confier à des dizaines de milliers de personnes non formées et non payées par l'État (mais simplement munies d'un smartphone) la mission de contrôler l'ensemble de la population à l'entrée d'innombrables lieux publics, et ce, à un coût extrêmement faible pour l'État puisque l'essentiel de l'infrastructure (les téléphones) a déjà été financé de manière privée par les personnes chargées du contrôle. [...]

La crise sanitaire a très certainement facilité ces évolutions, mais son rôle ne doit pas être exagéré. Cet emballement dramatique des pouvoirs de l'État s'inscrit dans un mouvement d'ensemble déjà à l'œuvre depuis plusieurs années, qui n'a pas attendu le coronavirus, et contre lequel nous luttons sous le nom de «Technopolice». [...]

Prenons le cas emblématique des caméras: jusqu'à peu, la police était matériellement limitée à une politique de vidéosurveillance ciblée. Elle ne pouvait exploiter les enregistrements vidéo que pour analyser quelques situations ciblées, à défaut de pouvoir mettre un agent derrière chaque caméra 24 heures sur 24. De même, l'identification d'une personne filmée demandait des efforts importants.

Ces limitations ont depuis volé en éclats. La reconnaissance faciale rend presque triviale l'identification des personnes filmées (voir notre exposé). L'analyse automatisée d'images permet de détecter en continu tous les événements définis comme «anormaux»: faire la manche, être trop statique, courir, former un grand groupe de personnes, dessiner sur un mur... (voir par exemple les projets imaginés à Marseille ou à Valenciennes). Plus besoin de placer un agent derrière chaque caméra pour avoir une vision totale. [...]

Ce parallèle nous permet d'apporter une précision importante: qu'il s'agisse du passe sanitaire ou de la détection automatique des comportements «anormaux», ces systèmes ne nécessitent pas forcément un contrôle d'identité. Le logiciel d'imagerie qui signale votre comportement «anormal» se moque bien de connaître votre nom. De même, en théorie, le passe sanitaire aussi pourrait fonctionner sans contenir votre nom – c'est d'ailleurs ce que prévoyait la loi initiale sur la sortie de crise ou, plus inquiétant, ce que proposent désormais certaines entreprises en se fondant non plus sur le nom mais le visage. Dans ces situations, tout ce qui compte pour l'État est de diriger nos corps dans l'espace afin de renvoyer aux marges celles et ceux qui – peu important leurs noms – ne se conforment pas à ses exigences. [...]

L'adoption massive du passe sanitaire relève d'une bataille culturelle menée par le gouvernement visant à habituer la population à se soumettre à ce contrôle de masse. [...] Pourtant, paradoxalement, dans son format actuel, le passe sanitaire n'apparaît pas comme étant lui-même un outil de régulation très efficace. Il semble difficile d'empêcher les médecins qui le souhaitent de fournir des passes à des personnes qui ne devraient pas en recevoir. Et, quand bien même les passes seraient attribués aux «bonnes personnes», en l'état celles-ci peuvent facilement les partager avec les «mauvaises personnes». Certes, la police entend réaliser des contrôles d'identité pour lutter contre ces échanges mais, si l'efficacité du système repose au final sur des contrôles de police aléatoires, il n'était pas nécessaire de déployer des mécanismes de surveillance de masse. [...]

Hélas, il semble plus sérieux d'envisager le scénario inverse: l'inefficacité du passe sanitaire pourrait servir de

prétexte pour le peupler, notamment en permettant aux contrôleurs non policiers de détecter les échanges de passe. Comme vu plus haut, certains proposent déjà un nouveau système affichant le visage des personnes contrôlées. Une telle évolution nous livrerait la version pleinement aboutie et efficace du système de contrôle de masse rêvé par la Technopolice – et la police n'aurait presque plus à travailler pour contrôler les passes.

Aux plans juridique et politique, et tel que nous l'avons rappelé pour StopCovid, l'État est soumis à une règle simple mais fondamentale: il a l'obligation de prouver qu'une mesure causant des risques pour les libertés fondamentales est absolument nécessaire avant de la déployer. Dans notre cas, non seulement le gouvernement n'a pas encore démontré l'efficacité du passe sanitaire mais, plus grave, il a refusé de déployer ou de tester l'efficacité de mesures alternatives qui ne causeraient aucun risque pour les libertés (telles que des campagnes de communication bienveillantes, transparentes et non paternalistes pour inviter à se faire vacciner), ou des mesures complémentaires ambitieuses (telles que le déblocage de financements pour permettre le dédoublement des salles de classe et leur aération, ce que le gouvernement a tout bonnement écarté). [...]

Dernier rappel stratégique: si le gouvernement français se permet d'imposer de tels outils de détection et d'exclusion des personnes qu'il juge indésirables, c'est notamment car il peut reprendre à son compte, et redynamiser à son tour, les obsessions que l'extrême droite est parvenue à banaliser dans le débat public ces dernières années afin de traquer, de contrôler et d'exclure une certaine partie de la population. La lutte contre les risques autoritaires du passe sanitaire serait vaine si elle ne s'accompagnait pas d'une lutte contre les idées d'extrême droite qui en ont été les prémices. La lutte contre le passe sanitaire ne doit pas se faire avec, mais contre l'extrême droite et ses obsessions, qu'elles soient dans la rue ou au gouvernement.

La Quadrature du Net, 19 août 2021

Texte complet sur: <www.laquadrature.net>

